



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 06/02/2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RTG

La Chollerie- Route de Coulonges
79130 Secondigny

Références : 0007202872/2026/ 55

Code AIOT : 0007202872

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement RTG implanté La Chollerie- Route de Coulonges 79130 Secondigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RTG
- La Chollerie- Route de Coulonges 79130 Secondigny
- Code AIOT : 0007202872
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RTG est régulièrement autorisée par l'arrêté n° 2772 du 28 novembre 1996 pour les activités de stockage et de récupération de déchets de métaux, d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et de carcasses de véhicules hors d'usage, au titre de la rubrique 286.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 5818 du 5 octobre 2016, portant mise à jour du classement de l'installation, autorise la société RTG à poursuivre ses activités d'entreposage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage, pour une superficie de 20 000 m², au titre de la rubrique 2712. Cette activité est soumise au régime de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 28/11/1996, article 7.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Registre et traçabilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Demande d'action corrective	2 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/11/1996, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Arrêté de mise en demeure	3 mois
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Arrêté de mise en demeure	3 mois
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Arrêté de mise en demeure	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités du site, qui comprennent la réception de VHU et l'activité de garage, sont restées inchangées depuis l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2016.

Il a été constaté lors de l'inspection la présence de nombreux petits déchets au sol, issus des VHU et une entrée du site obstruée.

Le registre numérique mis en place par l'exploitant n'indique pas toutes les informations réglementaires relatives à la gestion des VHU. Par ailleurs, l'installation ne dispose ni d'un système de détection des fumées dans les locaux, ni de volume d'eau, ni de volume de rétention en cas de sinistre. Il est proposé à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ces aspects dans un délai de trois mois. Les justificatifs de dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie

(D9 et D9A) devront par ailleurs être transmis à l'inspection, et les travaux nécessaires à la lutte contre l'incendie seront engagés sans délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Rubriques	Désignation de la rubrique	Volume des activités	Classement
2712.1.b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieur ou égale à 100 m ² et inférieur à 30 000 m ²	20 000 m ²	E

Constats :

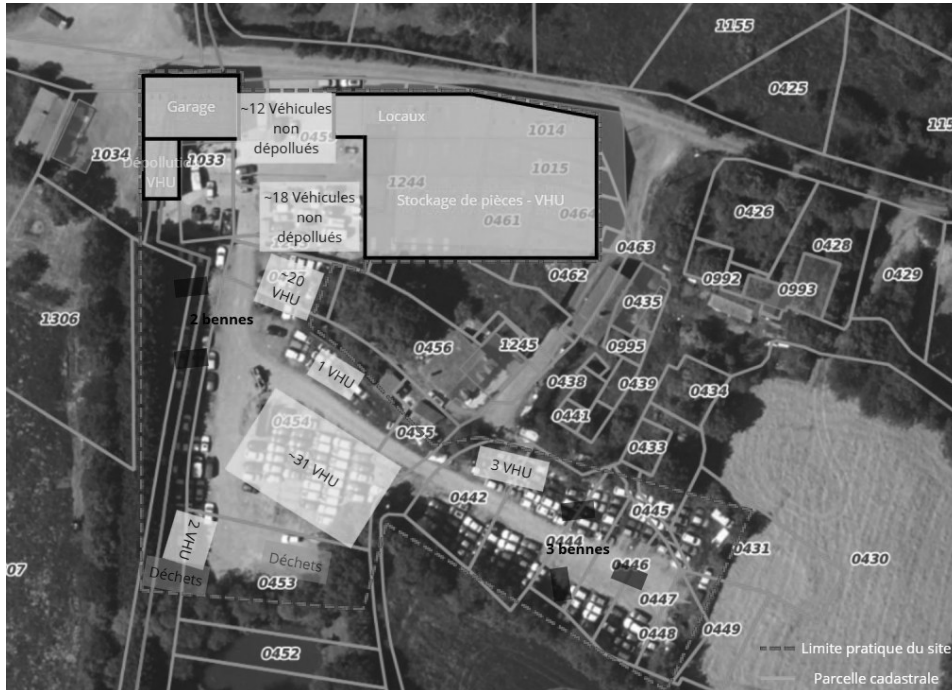
Deux activités sont présentes sur le site : celle de garagiste et celle de centre VHU. L'exploitant indique qu'aucune modification n'a été apportée sur le site depuis la dernière inspection, réalisée en 2016.

L'activité de réparation et d'entretien de véhicules (activité de garagiste, rubrique 2930) présente sur le site n'est pas soumise à la législation des installations classées, le seuil pour le régime de la déclaration étant fixé à 2 000 m², alors que la surface du garage est d'environ 250 m². Aucune activité de vernis, peinture ou apprêt n'a été constatée lors de l'inspection.

L'exploitant précise qu'il y a eu une réduction de l'effectif, qui est passé d'environ trois ou quatre employés à seulement deux lors de la visite. Par ailleurs, le nombre de véhicules stockés, autrefois estimé à plusieurs centaines (environ 350), est désormais limité à une centaine de VHU au maximum sur le site.

Le décret n° 2018-458 du 06/06/18 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les seuils de classement de la rubrique 2712. Cette modification ne change cependant pas le régime de l'installation.

L'entreposage des VHU sur le site est réalisé selon le plan ci-après :



Les VHU non dépollués sont stockés sur les deux surfaces imperméabilisées situées en partie nord du site, tandis que les VHU dépollués (indiqués comme « VHU » sur le plan) sont stockés sur des surfaces perméables en partie sud du site.

En revanche, une grande quantité de petits déchets plastiques ou métalliques a été observée sur le sol des parcelles du site, issus des anciens VHU présents. L'exploitant précise effectuer un ramassage de ces déchets deux fois par an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède au ramassage des déchets plastiques et métalliques présents au sol sur l'ensemble des parcelles de son site, et notamment sur celles n'entreposant plus de VHU.

Il précise également les références cadastrales des parcelles qui constituent le périmètre ICPE de son site..

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/1996, article 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Aire de circulation

Prescription contrôlée :

Dès qu'un foyer sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. Pour limiter les risques, au minimum les dispositions suivantes seront respectées :

<p>[...]</p> <p>Laisser dégagé en permanence l'accès du chantier ainsi que les aires de circulation ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les aires de circulation sur le site sont praticables et non obstruées. Cependant, lors de l'inspection, il a été constaté que l'entrée du site était obstruée par la réception de plusieurs véhicules destinés à l'activité de garage ou au centre VHU.</p> <p>La dernière inspection, en date du 15 février 2016, avait déjà relevé cet écart.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant maintient dégagés en permanence l'accès au site ainsi que les aires de circulation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Registre et traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre et traçabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite son logiciel de gestion, Demo V2, faisant office de registre des VHU.</p> <p>Ce logiciel permet notamment de centraliser les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception du VHU, • l'immatriculation du VHU, • le nom et l'adresse de la personne expéditrice du VHU.

<p>En revanche, les informations suivantes ne sont pas renseignées dans le registre numérique :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de dépollution du VHU, la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du VHU, le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du VHU, la date d'expédition du VHU dépollué, le nom et l'adresse de l'installation de traitement du VHU dépollué. <p>L'exploitant précise que, bien que ces informations ne figurent pas dans le registre, les moteurs ainsi que les catalyseurs sont envoyés chez Rouvreau, et le liquide de refroidissement chez Delvert.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intègre à son registre numérique les informations relatives aux VHU, telles que précisées à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de dépollution du VHU, la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du VHU, le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du VHU, la date d'expédition du VHU dépollué, le nom et l'adresse de l'installation de traitement du VHU dépollué.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/1996, article 71.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état : elles sont périodiquement, au moins une fois par an, contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le dernier rapport de vérification électrique a été réalisé le 19 mars 2025 par la société ACEP. L'ensemble des documents administratifs est stocké chez Rouvreau, à Niort. Le rapport de vérification électrique n'a donc pas été transmis à l'inspection lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le dernier rapport de vérification des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le local de dépollution des VHU ainsi que le local de stockage des pièces issues du démontage des VHU ne sont pas équipés d'un dispositif de détection des fumées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant équipe l'ensemble de ses locaux techniques, y compris le local de dépollution des VHU et le local de stockage des pièces détachées, de dispositifs de détection des fumées. Les justificatifs relatifs à l'installation de ces dispositifs seront transmis à l'inspection. Ce point fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Arrêté de mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une

description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant indique pouvoir alerter en permanence les services d'incendie et de secours à l'aide du téléphone mobile qu'il a sur lui.

Il précise qu'il n'existe pas de plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, incluant une description des dangers spécifiques à chaque local (dépollution, administratif, stockage de pièces et garage).

Il a été constaté qu'il n'y a ni bâche sur le site, ni poteau incendie aux alentours, dans un rayon de 100 mètres.

La présence d'extincteurs a été relevée dans le local administratif, le local de dépollution ainsi que le local de stockage des pièces. Par sondage, il a été vérifié que les extincteurs ont été contrôlés pour la dernière fois en juin 2025. Par ailleurs, différents types d'extincteurs ont été observés (CO₂, poudre, et à eau pulvérisée avec additif).

Un plan des locaux, indiquant l'emplacement des extincteurs, est affiché à l'entrée des locaux administratifs. Ce plan présente également l'emplacement de la cuve de fuel (1 500 L), du stockage des huiles ainsi que du stockage des batteries. Pour répondre au point n°2 du présent article vérifié (article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011), il conviendrait d'y ajouter les autres stockages présents sur le site (pièces détachées, VHU, etc.) et d'y mentionner les dangers potentiels propres à chaque stockage, afin de finaliser le plan requis.

Enfin, un bac de sable a été constaté dans le local de dépollution des VHU.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant créer et transmet à l'inspection un plan du site, destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, incluant une description des dangers spécifiques à chaque aire.</p> <p>L'exploitant complète et transmet à l'inspection la déclaration D9, permettant de dimensionner les besoins en eau du site. Les volumes d'eau nécessaires à la lutte contre l'incendie devront être mis en place sur le site, conformément aux modalités prévues par le présent article (article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011). Ce point fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure.</p> <p>L'exploitant veillera à ce que l'ensemble des extincteurs soit facilement visible et accessible.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Arrêté de mise en demeure</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; - les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun moyen de rétention n'existe sur le site. Aucun bassin de rétention n'a été constaté lors de l'inspection.</p> <p>Il précise que les eaux provenant de la partie imperméabilisée, destinée à réceptionner les véhicules en attente de réparation pour l'activité de garage ainsi que les VHU non dépollués, sont acheminées, via un regard situé au milieu de cette cour, vers un débourbeur-déshuileur, observé lors de l'inspection. L'exploitant ajoute que ces eaux transitent par le débourbeur avant d'être rejetées dans une mare située au sud du site. Cette mare n'est reliée à aucun cours d'eau (rivière, ruisseau, fleuve, etc.).</p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection que le débourbeur était presque plein. L'exploitant indique que des analyses des rejets en sortie du débourbeur sont réalisées chaque année, mais le rapport correspondant n'a pas été présenté lors de l'inspection.</p> <p>En cas de sinistre, les eaux ne peuvent pas être retenues sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise et transmet à l'inspection le calcul permettant de dimensionner les besoins de rétention du site (D9A), sur la base de la D9 et conformément aux modalités de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011. Les volumes de rétention nécessaires devront être mis en place sur le site. Ce point fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure.</p> <p>L'exploitant veille à ce que le débourbeur soit en permanence en capacité de traiter les eaux du site. Par ailleurs, les deux derniers rapports d'analyse des eaux après passage dans le débourbeur sont transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Arrêté de mise en demeure</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>